

ceci.ca



RÉSILIENCE ET INNOVATION



Danielle Lamy



Philippe Dongie Directeur généra

L'année 2020-2021 correspond au lancement de notre nouveau cadre stratégique, qui met l'accent sur la recherche de solutions innovantes afin de favoriser l'inclusion des groupes les plus pauvres et marginalisés dans le développement durable. Cela permet notamment de renforcer le pouvoir économique des femmes, d'appuyer le rôle des femmes dans l'adaptation aux changements climatiques et de favoriser la résilience des communautés dans des contextes de crise. Le CECI continue aussi à appuyer la mise à l'échelle d'approches qui ont fait leurs preuves, pour un développement plus inclusif.

Mais cette année restera évidemment dans les mémoires comme étant celle d'une crise sanitaire, sociale et économique tragique. À ce jour, plus de 4,5 millions de personnes ont perdu la vie des suites de la COVID-19 à travers le monde et bien plus nombreuses sont celles dont les vies ont été ébranlées. L'impact dans les pays de programmation du CECI a été profond. Dans certains contextes, tels qu'au Népal et en Bolivie, la crise a atteint des proportions dramatiques. Partout, la pandémie a aggravé les inégalités et les personnes les plus vulnérables ont été particulièrement affectées par les mesures visant à endiguer la propagation du virus. Nombre de personnes occupant des emplois informels ont perdu accès à leurs moyens de subsistance et se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire. La violence basée sur le genre a aussi fortement augmenté.

Le CECI s'est mobilisé pour aider les communautés avec lesquelles nous travaillons à se relever de cette crise, tout en leur permettant de renforcer leur résilience en prévision de crises ultérieures. Ce travail s'est fait dans des circonstances complexes, étant donné les contraintes au niveau des déplacements et des rassemblements en personne. Nous soulignons la pertinence de l'approche en nexus, qui tient compte des besoins immédiats ainsi que des besoins à long terme des populations. Cette approche consiste en des initiatives coordonnées qui combinent l'aide d'urgence et le soutien à l'amélioration durable des conditions de vie.

Le lancement du nouveau programme de coopération volontaire du CECI, dans ce contexte, a représenté un défi particulier. La restriction des déplacements internationaux a fortement entravé notre capacité de déploiement des volontaires du Canada vers l'étranger. Grâce à la flexibilité de notre bailleur de fonds principal, Affaires mondiales Canada, le CECI s'est adapté en recrutant des citoyen-ne-s et/ou résident-e-s permanent-e-s du Canada se trouvant déjà dans nos pays de programmation ainsi qu'un nombre accru de volontaires à distance.

Dans ce rapport, nous vous invitons à découvrir comment, durant cette année si particulière, nous avons pu soutenir la recherche et la mise à l'échelle de solutions innovantes pour renforcer la capacité des femmes et des filles à exercer leurs droits et des activités professionnelles rémunératrices; pour faciliter la pleine participation des femmes au secteur agricole et à l'adaptation aux changements climatiques; et pour soutenir la résilience des communautés vulnérables face à des crises prolongées.

Nous tenons à remercier nos équipes, nos partenaires et nos volontaires à travers le monde, qui ont su composer avec les conditions incertaines et changeantes pour mener à bien notre mission, tout en portant une attention particulière à la sécurité des personnes. Nous remercions aussi très fortement les donateurs-trices du CECI et nos partenaires financiers pour leur confiance et leurs contributions.

Au nom de la grande famille du CECI, nous adressons un grand merci à Claudia Black qui a terminé son troisième mandat en tant que directrice générale, après 9 ans d'accomplissements remarquables. Parmi ses nombreuses contributions, nous soulignons le renforcement de la gouvernance et le lancement de l'internationalisation du réseau CECI.

*EN 2021, LE CECI A ACCUEILLI UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL, PHILIPPE DONGIER, AMI DU CECI DEPUIS PLUS DE 30 ANS ET PREMIER DIRECTEUR DU CECI AU NÉPAL. SA VISION POUR L'ORGANISATION EST EN DROITE LIGNÉ AVEC LES ASPIRATIONS D'INTERNATIONALISATION ET DE RAYONNEMENT DU CECI, ET SON PARCOURS, DE PRÊS DE TRENTE ANS À L'INTERNATIONAL, DANS DES POSTES DE DIRECTION AU SEIN D'ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, D'INSTITUTIONS MULTILATERALES ET DU SECTEUR PRIVÉ, NOTAMMENT LA BANQUE MONDIALE, MCKINSEY & COMPANY ET GENERAL ELECTRIC, LE PLACE DANS UNE BONNE POSITION POUR GUIDER LA MISE EN ŒUVRE DU CECI.

CADRE STRATÉGIQUE 2020-2025

En 2020, le CECI entamait son nouveau cadre stratégique 2020-2025, un cadre ambitieux visant à approfondir l'impact de sa programmation. Ce cadre est composé des trois priorités programmatiques et des cinq orientations stratégiques suivantes.



PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES



1. POUVOIR ÉCONOMIQUE ET DROITS DES FEMMES

Le CECI vise à renforcer et à développer des approches et des méthodologies qui auront un incidence profonde sur le renforcement du pouvoir économique des femmes, sur les droits des femmes et des jeunes femmes et sur la reconnaissance de leur rôle crucial en tant qu'agentes de changement social.



2. LES FEMMES, ACTRICES CLÉS DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le CECI vise à poursuivre le développement d'approches et de méthodologies qui combattent les effets des changements climatiques et renforcent la résilience des communautés touchées, en particulier les femmes et les jeunes femmes, tout en reconnaissant leur capacité d'action.



3. RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AUX CONTEXTES FRAGILES ET/ OU AUX CRISES PROLONGÉES

Le CECI vise à poursuivre le développement d'approches et de méthodologies, notamment en matière de gouvernance, de développement local et d'action humanitaire, acquises grâce à sa longue expérience dans les contextes fragiles, pour aider les communautés à s'adapter, à agir et à se mobiliser dans un contexte de faible gouvernance, d'instabilité, d'insécurité et de déplacement.





1. APPRENTISSAGE, INNOVATION ET RECHERCHE

Le CECI vise à soutenir la recherche de solutions innovantes, à optimiser le partage des connaissances et des bonnes pratiques, et à mesurer les impacts.



2. PLAIDOYER POUR INFLUENCER LE CHANGEMENT

Le CECI vise à mener des actions de plaidoyer structurées et constructives sur les enjeux pour lesquels l'organisation possède une connaissance approfondie des défis et des solutions envisageables. Le plaidoyer est basé sur l'analyse de preuves, y compris celles générées par l'expérience pratique du CECI.



3. MOBILISATION ET RAYONNEMENT

Le CECI souhaite développer un réseau fort pour mobiliser le public et être reconnu pour les résultats durables auxquels il contribue. Cela inclut des campagnes médiatiques de masse pour sensibiliser le public canadien aux inégalités de genre dans le monde et le mobiliser pour faire une différence.



4. NOUVEAUX MODÈLES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Pour augmenter son impact sur les populations les plus vulnérables, le CECI cherche à développer des stratégies innovantes pour accéder à de nouvelles sources de financement du développement. Le CECI investit notamment dans le Fonds d'investissement de solidarité internationale du Québec (FISIQ), un outil financier destiné aux entreprises partenaires de l'économie sociale. Le CECI prévoit diversifier ses partenariats avec les fondations et le secteur privé afin d'accroître son impact.



5. UN RÉSEAU INTERNATIONAL INTERDÉPENDANT ET INCLUSIF

Le CECI continue d'approfondir son processus d'internationalisation et de localisation. Cette année, les statuts du CECI ont été modifiés pour permettre d'aligner la transformation de notre organisation sur une gouvernance plus internationale, et de poursuivre les efforts de localisation de nos capacités et de nos expertises dans le cadre d'un réseau international. Nous avons mis en place de nouveaux espaces et de nouvelles plateformes de collaboration, d'entraide, d'échange d'expériences et de co-construction de connaissances afin de mobiliser les acteurstrices clés de changement et de favoriser des solutions durables pour réduire la pauvreté et renforcer l'égalité et l'inclusion.

IMPACT DE LA COVID-19 ACTIONS ET RÉSULTATS DU CECI

La COVID-19 a eu un impact énorme sur la santé publique, les systèmes alimentaires et l'emploi. Elle a exacerbé les inégalités sociales et de genre déjà existantes.

Le CECI a mené de nombreuses actions à travers 38 projets, dont 21 ont proposé des mesures d'adaptation à la COVID-19. Nos efforts ont permis de limiter les effets de la pandémie au sein des communautés avec lesquelles nous travaillons. Les actions et les résultats spécifiques sont présentés ci-dessous, selon nos trois priorités programmatiques.

SOURCES: ONU FEMME, UNFPA, UNICEF, FAO, OMS, OCDE, BANQUE MONDIALE.

POUVOIR ÉCONOMIQUE ET DROITS DES FEMMES





En raison de la pandémie, la violence envers les femmes et les filles, en particulier au sein des familles, s'est intensifiée. Plusieurs pays rapportent une augmentation de plus de 30 %. Plus de 47 millions de femmes et de filles ont basculé dans l'extrême pauvreté, vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. En partie à cause de la pandémie, le nombre de cas de mutilations génitales féminines pourrait connaître une augmentation de 2 millions, et le nombre de mariages d'enfants de 13 millions au cours de la prochaine décennie. 7 millions de grossesses non désirées supplémentaires pourraient avoir lieu en raison du manque d'accès aux moyens de contraception dans les pays à faible ou moyen revenu.





Avant le début de la pandémie, les activités du CECI s'attaquaient déjà aux raisons sousjacentes des violences envers les femmes (et envers les autres groupes marginalisés), de leur exclusion des activités économiques ainsi que de leur manque de représentation dans les postes à responsabilité.

Grâce aux projets qui agissent déjà sur les causes profondes des inégalités sociales et de genre, 176 209 femmes, 86 191 jeunes filles, 106 286 hommes et 73 258 jeunes hommes ont renforcé leur sensibilisation aux violences basées sur le genre et à l'exclusion, et ont renforcé leur accès aux opportunités économiques. Nous avons réalloué 15 % de notre budget dans ce domaine pour pouvoir poursuivre nos activités tout en mettant en place des mesures pour aider les communautés à s'adapter à la COVID-19. Des dispositions supplémentaires ont également été prises pour favoriser la lutte contre les violences basées sur le genre et l'émancipation économique des femmes. Au total, 2 209 720 personnes ont été protégées indirectement par ces activités.



LES FEMMES, ACTRICES CLÉS DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

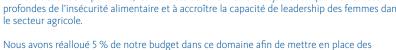




La pandémie a fortement affecté les systèmes alimentaires. 27 pays sont menacés par une crise alimentaire imminente en raison des répercussions de la pandémie qui aggravent les causes préexistantes de la faim, dont les phénomènes climatiques extrêmes. Entre 83 et 132 millions de personnes, dont plus de 50 % de femmes et de filles, ont souffert de la faim en 2020. Les femmes produisent plus de 50 % des aliments cultivés dans le monde, mais la plupart d'entre elles sont des travailleuses informelles, sur des petites exploitations, et elles ont été particulièrement touchées par les répercussions économiques de la pandémie.



Avant le début de la pandémie, les activités du CECI visaient déjà à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et à accroître la capacité de leadership des femmes dans le secteur agricole.



mesures de protection à la COVID-19 (sensibilisation, distanciation, lavage des mains, etc.) pour permettre à nos équipes de poursuivre leur travail en sécurité. Des analyses approfondies ont permis d'identifier les besoins prioritaires pour atténuer l'impact immédiat de la pandémie dans le secteur agricole, principalement sur les femmes, tout en renforçant la résilience des systèmes de production à long terme. 31 973 femmes, 6 701 jeunes femmes, 49 007 hommes et 44 894 jeunes hommes ont ainsi participé à des activités permettant de renforcer leur adaptation aux changements climatiques.



Andrej Ivanov/CECI-Sénégal





Malgré les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles nous avons réalisé notre travail cette année, et grâce aux efforts colossaux de nos équipes, de nos volontaires et de nos partenaires, au total, en 2020-2021:

659 439

PERSONNES ONT ÉTÉ REJOINTES DIRECTEMENT PAR NOS PROJETS, DONT

53,4%

DE FEMMES

3 297 195

PERSONNES ONT ÉTÉ INDIRECTEMENT POSITIVEMENT AFFECTÉES PAR NOS PROJETS.

RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AUX CONTEXTES FRAGILES ET AUX CRISES PROLONGÉES



En raison de la pandémie, environ 23 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté dans les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence. Le travail informel est la norme pour les femmes dans les contextes fragiles. Les femmes sont donc particulièrement vulnérables aux chocs économiques et la plupart ne bénéficient pas non plus des mesures de protection sociale. 183 millions de filles et d'adolescentes vivant en contexte fragile étaient déscolarisées en 2020 en raison de la fermeture des écoles, liée à la pandémie.





En répondant à des crises prolongées et complexes, le CECI a appuyé directement 31 973 femmes, 6 701 jeunes femmes, 49 007 hommes et 44 894 jeunes hommes, ainsi que 322 840 personnes supplémentaires qui ont obtenu un appui indirect. Notre travail a consisté à aider les communautés à s'adapter aux crises, notamment par le biais de transferts d'argent et de programmes de soutien aux moyens de subsistance qui les aident à répondre aux besoins urgents. Des activités ont également été mises en œuvre pour faciliter l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour les populations déplacées et celles ne disposant pas des infrastructures sanitaires.



Photo George Harry Rouzier /CECI-Haïti

PROJETS ET PROGRAMMES ACTIFS EN 2020-2021

Afrique

page 13

page 13

page 13

page 16

page 10

GHANA

(AGCEDE)

• Services d'accompagnement agricole (SAA)

DÉMOCRATIQUE

RÉPUBLIQUE

DU CONGO

NIGER

BÉNIN

page 12

- · Appui à l'entrepreneuriat féminin au sein de la filière riz (PAEFFR)
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE

GUINÉE

• Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable (AGCEDE)

• Appui à la gouvernance et à la

croissance économique durable

- Projet d'appui aux activités génératrices de revenus dans les communautés en zone extractive (PA-AGR)
- Restauration et amélioration des moyens de subsistance (PRAMS)

page 17

page 17

page 10

· Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)

RWANDA

- Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE

BURKINA FASO

a page 14

page 13

- · Amélioration de la résilience aux changements climatiques des femmes dans les parcs à karité
- Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable (AGCEDE)
- Effets de la crise COVID-19 sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso et au Sénégal RECHERCHE
- · Appui aux réformes institutionnelles et techniques pour l'équité (PARITÉ)
- Projet d'appui à la co consolidation de la paix et la cohésion sociale (PPCS - PBF)
- Projet de modernisation de l'aviculture traditionnelle (PMAT)
- Projet de résilience économique des femmes et des jeunes femmes AIDE HUMANITAIRE
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE

MALI

- Développement des compétences et emplois des jeunes (PROCEJ)
- Droits et innovations en santé sexuelle et reproductive à Kayes (Yellen)
- Fonds Armande Bégin pour les femmes du Mali
- des personnes vulnérables par la sécurité alimentaire, l'assainissement de l'eau et la protection dans les régions de Tombouctou et Mopti

Voix et leadership des femmes

SÉNÉGAL

- Effets de la crise COVID-19 sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso et au Sénégal RECHERCHE
- Femmes et agriculture résilientes (FAR)
- Jardin intégré de résilience (JIR)
- Voix et leadership des femmes (VLF-Sénégal)
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE

BURUNDI

page 17

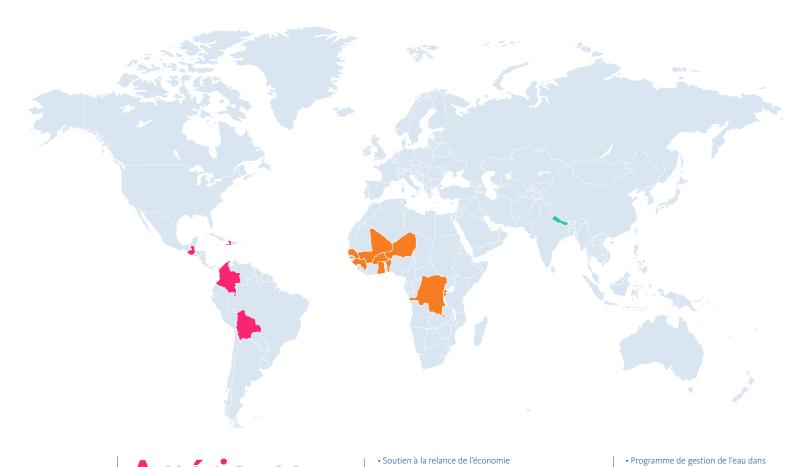
• Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)

8 - CECI

page 14

· Renforcement de la résilience

(VLF-Musoya)



Amériques

BOLIVIE

- · Achat de concentrateurs d'oxygène pour le Centre d'isolement des patients atteints de la COVID-19
- Québec sans frontière Artisanat en Bolivie COOPÉRATION VOLONTAIRE
- Programme de coopération
- page 11
- volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE
- page 15

page 15

COLOMBIE page 17

- · Renforcement de la résilience et de la protection des femmes et des filles migrantes et déplacées

GUATEMALA

(DEMUJERES)

page 11

- Droits et justice pour les femmes et les filles autochtones au Guatemala
- Programme de développement pour les entreprises rurales (PDER)
- Réponse aux ouragans Eta et lota au Guatemala AIDE HUMANITAIRE
- Sécurité alimentaire, résilience et prévention de la contagion à la COVID-19 au Guatemala

page 16

page 14

HAÏTI

durables

• Partenariat pour le renforcement de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (ACOSME)

locale par l'autonomisation des

femmes rurales et l'adoption de

pratiques de production avicole

- · Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti (AVETI)
- · Aide alimentaire pour les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans le département du Nord AIDE HUMANITAIRE
- Aide alimentaire pour les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans le département du Sud AIDE HUMANITAIRE
- Filet de sécurité sociale temporaire et compétences pour les jeunes
- Irrigation Sud (RESEPAG)
- KLIMA Grand Sud
- Lutte contre les changements climatiques dans le Nord du pays
- Programme d'innovation technologique pour l'agriculture et l'agroforesterie (PITAG)

- Programme de gestion de l'eau dans le bassin de l'Artibonite (PROGEBA)
- Programme pour améliorer la santé des mères et des nouveau-nés dans le Nord (PRISMA)
- Projet de coopération Fondation Internationale Roncalli
- Recherche sur l'amélioration de la fertilité des sols (PITAG) RECHERCHE
- Recherche sur les maladies et ravageurs de plantes (PITAG)
- Urgence Sécurité alimentaire en Haïti dans le contexte COVID-19
- Voix et leadership des femmes (VLF-Haïti)
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE



NÉPAL

- Appui au programme d'envoi de volontaires australiens (AVP)
- Soutien au fédéralisme (STF)
- Utilisation durable de la technologie pour la responsabilisation du secteur public (Susasan)
- Programme de coopération volontaire COOPÉRATION VOLONTAIRE

page 12

page 10

POUVOIR ÉCONOMIQUE ET DROITS DES FEMMES

62

ORGANISATIONS ET RÉSEAUX DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES ONT RENFORCÉ LEURS CAPACITÉS ET AMÉLIORÉ LEUR VIABILITÉ FINANCIÈRE ET ORGANISATIONNELLE 54276

PERSONNES ONT PARTICIPÉ DIRECTEMENT AUX ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR NOS PARTENAIRES

LE PROJET VOIX ET LEADERSHIP DES FEMMES (VLF) AU MALI EST MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC SOCODEVI.

LES PROJETS VLF BÉNÉFICIENT DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.



Haïti, Mali et Sénégal

Innover pour mieux défendre les droits des femmes et des filles

Afin d'améliorer le soutien offert aux femmes et aux filles dont les droits sont trop souvent bafoués, le CECI-Haïti, le CECI-Mali et le CECI-Sénégal ont accompagné des organisations de défense des droits des femmes et des filles dans l'adoption d'approches innovantes. Des formations sur les masculinités positives ont été facilitées pour renforcer les capacités des organisations partenaires à transformer les relations de pouvoir entre femmes et hommes. L'intégration de l'intersectionnalité à leur travail leur a permis d'offrir un soutien mieux adapté aux femmes dont les situations d'exclusion sont diverses et parfois multiples (p. ex. situation de handicap, milieu rural reculé). Des ateliers pour faciliter la relève générationnelle au sein des organisations partenaires ont également été offerts et des communautés de pratiques ont été mises en place pour renforcer le leadership, notamment en milieu rural, et pour encourager la coopération de diverses actrices et acteurs au sein des communautés. De plus, des fonds spéciaux ont permis à certaines organisations de voir l'un de leurs projets innovants financés afin de s'attaquer à des enjeux spécifiques comme la lutte contre la COVID-19, la sensibilisation aux violences dans les écoles ou aux violences envers les femmes et les filles en situation de handicap. Que ce soit en Haïti, au Mali ou au Sénégal, les dates marquantes du mouvement féministe, telles que les 16 jours d'activisme ou la journée internationale des droits des femmes, ont été l'occasion pour nos partenaires de réaliser des actions de sensibilisation du public et de plaidoyer auprès des gouvernements afin d'exiger que les droits des femmes et des filles soient respectés. Ces actions ont pris la forme d'évènements publics médiatisés, dans le respect des normes sanitaires.

« Grâce aux fonds (pluriannuel, rapide et réactif), notre organisation a pu toucher tous les cercles de la région de Kayes à travers des tournées théâtrales. Ces activités ont permis de changer les mentalités des populations vis-à-vis des personnes en situation de handicap, spécifiquement les femmes et les filles dans les localités touchées. »

REPRÉSENTANTE DE L'ASSOCIATION MALIENNE DES FEMMES HANDICAPÉES (AMAFH), MALI

Guatemala

Changer la donne pour les femmes et filles autochtones victimes de violences

Le CECI-Guatemala et ses partenaires ont permis d'améliorer la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que la prise en charge des femmes et jeunes filles autochtones qui en sont victimes. Dans les départements de Chimaltenango. Alta Verapaz et Sololá, quatre campagnes de communication, menées en trois langues mayas, ont encouragé les femmes autochtones à déposer plainte en cas de violence et à avoir recours aux conseils juridiques de nos organisations partenaires, et ce, malgré les restrictions sanitaires liées à la COVID-19. Nous avons également participé à l'organisation de la deuxième rencontre mésoaméricaine sur les masculinités, qui a été l'occasion de réfléchir à la construction historique des masculinités autochtones et aux conséquences des masculinités oppressives sur la violence. D'autre part, l'accès à la justice pour les femmes et les filles autochtones a été amélioré grâce aux formations dispensées aux acteurs et actrices de la justice, y compris aux autorités traditionnelles autochtones, qui permettent l'appropriation des normes juridiques de protection contre les violences sexuelles basées sur le genre.

229

ACTIVITÉS ONT MOBILISÉ 4320 PARTICIPANT-E-S, DONT 76 % DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES 40000

PERSONNES ONT ÉTÉ TOUCHÉES PAR 4 CAMPAGNES DE SENSIBILISATION AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

LE PROJET DROITS ET JUSTICE POUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES AU GUATEMALA (DEMUJERES) EST MIS EN GEUVRE AVEC AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC) ET BÉNÉFICIE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA. « Ce que nous cherchons, c'est à faire entendre la voix des femmes et des filles autochtones. Qu'elles remettent en question ce qui leur semblait jusque-là normal, mais qui ne l'est pas. Et qu'elles veillent elles-mêmes à la défense de leurs droits. »

MARTA FIDELIA QUIB,
THÉRAPEUTE COMMUNAUTAIRE





« Nous avons acquis des connaissances que nous partageons dans notre communauté. Nous pouvons remarquer que le nombre de cas de viols a diminué. Les adolescentes en situation de grossesse précoce sont sensibilisées au planning familial. Nous incluons également leur petit ami dans les discussions autour du planning. »

MAGDALA ALCIUS,

LEADER COMMUNAUTAIRE, COMITÉ DE FEMMES UTILISATRICES DE BAHON, EN HAÏTI

Haïti

Promouvoir les droits sexuels et reproductifs en période de pandémie

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le CECI-Haïti a ajusté ses actions pour accompagner la Direction sanitaire du Nord d'Haïti (DSN) dans sa réponse à la crise sanitaire, tout en assurant le maintien des services de santé sexuelle et reproductive. Le personnel de la DSN, des centres de santé et des hôpitaux ont participé à des formations sur les enjeux relatifs au genre, aux droits humains, aux droits à la santé et à la santé sexuelle et reproductive. Les employé-e-s sont désormais de véritables allié-e-s, capables de prendre en charge les femmes enceintes, les mères et leurs jeunes enfants, tout en étant sensibles aux difficultés auxquelles elles sont confrontées. Plusieurs activités ont également été réalisées au sein des communautés pour sensibiliser les femmes, les hommes et les leaders d'opinion aux signes de dangers chez la femme enceinte et les nourrissons, à la contraception, à l'hygiène menstruelle, aux violences basées sur le genre, à la nécessaire implication des hommes, et à l'importance de l'utilisation des services de santé maternelle et infantile

1329

MEMBRES DU PERSONNEL MÉDICAL ONT ÉTÉ FORMÉ-E-S POUR DÉLIVRER DES SOINS DE QUALITÉ ADAPTÉS AUX BESOINS DES FEMMES

5

CENTRES DE SANTÉ ONT ÉTÉ CONSTRUITS OU RÉNOVÉS ET DOTÉS DES ÉQUIPEMENTS, DU MATÉRIEL, DES MÉDICAMENTS ET DU PERSONNEL NÉCESSAIRES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ET AUX DROITS DES FEMMES

LE PROJET D'APPUI AU
CONTINUUM DE SANTÉ MÈREENFANT (ACOSMÉ) EST MIS EN
ŒUVRE AVEC L'UNITÉ DE SANTÉ
INTERNATIONALE DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL (USI) ET BÉNÉFICIE
DE L'APPUI FINANCIER DU
GOUVERNEMENT DU CANADA,
PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES
MONDIALES CANADA.

471

MEMBRES DES COMMUNAUTÉS ONT ÉTÉ SENSIBILISÉ-E-S À L'IMPORTANCE D'UTILISER LES SERVICES DE SOINS DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE



Photo Nikesh Kakshapati / CECI-Népal

AU TOTAL, PLUS DE

280 000

PERSONNES ONT ÉTÉ TOUCHÉES

PERSONNES ONT ÉTÉ TOUCHÉES PAR LE PROJET, SOIT PLUS DU DOUBLE DE L'OBJECTIF INITIAL

80%

DES GROUPES
COMMUNAUTAIRES
REPRÉSENTANT LES FEMMES
ET D'AUTRES GROUPES
MARGINALISÉS ONT VU LEURS
DEMANDES PLEINEMENT
PRISES EN COMPTE PAR LEUR
GOUVERNEMENT LOCAL

DE CES PERSONNES SONT DES FEMMES QUI ONT PARTICIPÉ À DES FORMATIONS EN LEADERSHIP, ONT INTERAGI AVEC LE GOUVERNEMENT LOCAL EN UTILISANT LA TECHNOLOGIE FOURNIE PAR SUSASAN, OU ONT RECU DES INFORMATIONS UTILES SUR LA GOUVERNANCE ET LA DÉMOCRATIE DANS LEUR LOCALITÉ

LE PROJET D'UTILISATION
DUR LA RESPONSABILISATION
DUS ECTEUR PUBLIC (SUSASAN)
A BÉNÉFICIÉ DE L'APPUI
FINANCIER DU GOUVERNEMENT
DU CANADA, PAR L'ENTREMISE
DAFFAIRES MONDIALES CANADA.

Népal

Renforcer la participation citoyenne et la responsabilité gouvernementale grâce aux technologies

Le CECI-Népal a achevé cette année le projet Susasan, qui a dépassé toutes les attentes. Les réformes du système de gouvernement fédéral, qui ont coïncidé avec le début de la mise en œuvre du projet, en 2017, et la pandémie de COVID-19, qui a débuté en 2020, n'ont pas entravé les progrès vers une gouvernance et une responsabilité plus inclusives. Le succès des pôles technologiques, principale innovation du projet, est évident : plus de 66 pôles technologiques ont été créés, contre les 27 initialement prévus. Ces pôles technologiques font office de centres communautaires, physiques et virtuels, où les habitant-e-s peuvent se renseigner sur les décisions des autorités locales, interagir et influencer leur prise de décision. Le projet a connu un tel succès que la majorité des nouveaux pôles technologiques ont été mis en place sans le financement du CECI, ce qui montre que l'intervention est durable et qu'elle a répondu à un besoin.

« Je suis une personne qui vit avec un handicap. À cause de la déformation de mon visage, je restais à la maison la plupart du temps, me limitant aux tâches ménagères et à certains travaux agricoles. J'hésitais à parler aux gens et à participer à des rassemblements sociaux, pensant que les gens se moqueraient de moi. Mon niveau de confiance s'est considérablement accru grâce au soutien et aux encouragements que j'ai reçus dans le cadre du projet Susasan. Aujourd'hui, je me sens autonome et je suis capable de parler aux gens et d'utiliser mes droits en tant que citoyenne. Ma participation aux activités du projet a fait de moi une femme accomplie. »

DARSHAN MAYA,

MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ TAMANG, DISTRICT DE SINDHUPALCHOWK

LA REPRÉSENTATION DES FEMMES A AUGMENTÉ DE

31%

(EN MOYENNE) AU SEIN DES INSTANCES DÉCISIONNELLES DES UNIONS DE PRODUCTION DE RIZ PARTENAIRES

970

PERSONNES, DONT 64 % DE FEMMES, ONT PARTICIPÉ À DES FORMATIONS AUX TECHNIQUES DE PRODUCTION ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

LE PROJET D'APPUI À
L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ AU
SEIN DE LA FILIÈRE RIZ (PAEFER)
BÉNÉFICIE DE L'APPUI FINANCIER
DU GOUVERNEMENT DU CANADA,
PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES
MONDIAI ES CANADA

Bénin

Améliorer la production de riz pour améliorer les conditions de vies

Cette année, le CECI-Bénin a organisé des séances de réflexion sur les masculinités positives avec les hommes membres des unions de production de riz partenaires. Ces rencontres ont été un franc succès et ont permis d'améliorer la participation des étuveuses et des productrices aux décisions au sein de leur ménage, dans les cadres de concertation, et au dialogue politique national. Les formations aux techniques de production adaptées aux changements climatiques se sont également poursuivies au cours de l'année et des possibilités d'accès au crédit ont été offertes aux femmes étuveuses. Cela leur a permis d'accroître la quantité de riz qu'elles produisent, transforment et vendent. Les ventes ont généré assez de revenus pour permettre aux femmes de rembourser les montants qu'elles devaient au bailleur (le CREP de Gomé) et certaines ont même effectué leur remboursement de manière anticipée. Au niveau des infrastructures, le CECI-Bénin a poursuivi ses travaux de construction et d'amélioration des centres de transformation du riz et quatre systèmes d'irrigation de 6 hectares ont été finalisés ce qui permettra aux femmes participantes de mieux résister aux précipitations irrégulières, d'améliorer leurs rendements, ainsi que la quantité et la qualité du riz qu'elles produisent.

Photo **David Champagne**



« Ce projet est venu donner de la valeur à notre travail. La construction d'un centre de transformation du riz nous a permis d'étuver notre riz dans de bonnes conditions, de produire du riz de qualité, d'augmenter nos prix et nos bénéfices. Grâce à cela, nous pouvons soutenir nos enfants pour qu'ils aillent à l'école et aussi apporter de l'aide à notre famille. »

AUGUSTINE TOTO AGBANRIN,
PRÉSIDENTE DE LA COOPÉRATIVE DE KASSOWOKPO





2088

PERSONNES, DONT 55 % DE FEMMES, ONT PARTICIPÉ À DES SÉANCES DE FORMATION ET DE MENTORAT EN ENTREPRENEURIAT 85%

DES ENTREPRISES APPUYÉES DANS LES TROIS PAYS, DONT PLUSIEURS GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES DE FEMMES ET DE JEUNES, ONT ACCRU LEURS REVENUS

LE PROJET D'APPUI À LA
GOUVERNANCE ET À LA
CROISSANCE ÉCONOMIQUE
DURABLE (AGCEDE) EST MIS EN
ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC
L'ENTRAIDE UNIVERSITAIRE
MONDIALE DU CANADA
(EUMC) ET BÉNÉFICIE DE L'APPUI
FINANCIER DU GOUVERNEMENT
DU CANADA, PAR L'ENTREMISE
D'AFFAIRES MONDIALES CANADA

« Mon niveau de revenu s'est vraiment amélioré au fil des ans. C'est le résultat de toutes les formations que j'ai reçues de ce projet. Maintenant, je garde de l'argent pour la croissance de l'entreprise et personnellement, je peux me permettre trois repas par jour. Je peux payer mes factures d'hôpital au cas où je ne vais pas bien. J'ai pu épargner pour poursuivre mes études l'année prochaine. »

JEUNE ENTREPRENEUSE PARTICIPANTE, GHANA

Burkina Faso, Ghana, Guinée

Favoriser la diversification économique dans les zones affectées par les activités extractives

Dans ces trois pays, le CECI a permis à des micro-entreprises gérées par des femmes et des jeunes de prendre leur envol. En combinant des séances de formation et des subventions, 300 micro-entreprises ont pu tester la commercialisation de certains produits très demandés sur le marché mais dont les procédés de fabrication sont relativement simples. De plus, chacune de ces entreprises détient désormais son propre plan d'affaires, possède une connaissance de son marché, analyse le comportement de sa clientèle et est en mesure de chercher du financement pour étendre ses activités.

Mali

Promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes pour remédier au chômage

À l'instar de nombreux pays du continent africain, le Mali affiche un taux de chômage particulièrement élevé chez les jeunes, qui font face à d'importantes contraintes les empêchant d'accéder à des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat décentes. En réponse à cette situation, le CECI-Mali a mis en œuvre un projet d'amélioration de l'éducation et de la formation pour soutenir l'employabilité et les possibilités d'emploi pour les jeunes dans le secteur privé. Nous avons notamment mis sur pied des concours de plans d'affaires destinés à de jeunes entrepreneurs-e-s malien-ne-s s'inscrivant dans des secteurs florissants au Mali. Ces concours leur ont permis de renforcer leurs capacités entrepreneuriales, d'étendre leur réseau, de gagner en visibilité et en crédibilité, et d'améliorer leurs chances d'accès au financement. De plus, certain-e-s jeunes dont les projets étaient particulièrement prometteurs ont reçu un appui supplémentaire pour faciliter leur accès au financement, développer leur chaîne de valeur et des compétences spécifiques, et mener à bien des plans d'expansion et de partenariat robustes.

3

ÉDITIONS DE LA COMPÉTITION DE PLANS D'AFFAIRES ONT ÉTÉ ORGANISÉES ENTRE 2016 ET 2020

878

JEUNES ENTREPRENEUR-E-S ONT PARTICIPÉ À DES FORMATIONS POUR ÉLABORER LEUR PLAN D'AFFAIRES

400

PROJETS D'ENTREPRISES ONT ÉTÉ PRIMÉS, DONT 25 % ÉTAIENT PORTÉS PAR DES JEUNES FEMMES

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET EMPLOI DES JEUNES ÉTAIT MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC L'EUMC ET FINANCÉ PAR UN DON DE LA BANQUE MONDIALE AU GOUVERNEMENT DU MALI.



LES FEMMES, ACTRICES CLÉS DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



4150 PRODUCTRICES ET

PRODUCTRICES ET
TRANSFORMATRICES DE
KARITÉ ONT ACQUIS DES
PRATIQUES AGRO-SYLVICOLES
ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS
CLIMATIOUES AU BURKINA FASO

200

HECTARES DE FORÊTS ÉNERGÉTIQUES DURABLES ONT ÉTÉ AMÉNAGÉS SUR DES TERRES DÉGRADÉES APPARTENANT À 223 PRODUCTEURS-TRICES EN HAÏTI

LE PROJET D'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE AUX CHANGEMENTS
CHAUTIQUES DES FEMMES DANS LES PARCS À KARITÉ DES HAUTS-BASSINS ET
DU CENTRE-OUEST EST MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC OURANOS ET
GECA ENVIRONNEMENT. LE PROJET DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES DANS LE NORD D'HAÎTI EST MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT
AVEC VIRIDIS TERRA INTERNATIONAL (VTI). CES DEUX INITIATIVES ONT ÉTÉ
RÉÂLISÉES GRÂCE À LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT
DU OUBERC.

Burkina Faso et Haïti

Innover pour atténuer les effets des changements climatiques

Au cours des guatre dernières années, le CECI-Burkina Faso et le CECI-Haïti ont participé activement à la lutte contre les changements climatiques en mobilisant des femmes et des jeunes ayant un rôle essentiel dans le secteur agricole et en introduisant des innovations technologiques. Au Burkina Faso, les productrices de karité ont participé à des formations techniques leur permettant de transformer leurs déchets biodégradables en charbon biologique, une énergie plus efficace et plus propre que le charbon traditionnel, grâce à la pyrolyse améliorée. De plus, l'Agence de météorologie burkinabè a renforcé sa capacité de prévision dans les zones de production du karité grâce à des scénarios climatiques et à des formations offertes par notre partenaire Ouranos. En Haïti, des terres dégradées ont été converties en forêts énergétiques durables, permettant ainsi à la population d'avoir accès à une source d'énergie durable tout en réduisant la pression exercée sur les forêts naturelles. La transformation du bois à vocation énergétique a été améliorée afin de réduire les quantités nécessaires à la production. Enfin, un site pilote de tri et de compostage, visant à traiter une grande partie des déchets organiques du Cap Haïtien, a été aménagé en partenariat avec une organisation de jeunes.

« Avant ma participation au projet, plus rien ne poussait sur ma terre qui avait été dégradée par la culture des arachides. Grâce aux formations techniques auxquelles j'ai participé et aux semences que j'ai reçues, j'ai pu la restaurer. Aujourd'hui, je cultive ma parcelle toute seule et j'utilise même des semences de leucènes pour la regarnir et l'élargir. Je cultive aussi le pois-congo pour nourrir ma famille et m'assurer une sécurité financière. »

YVÉNIE, FOND BLEU. SAINTE-SUZANNE. HAÏTI

Sénégal

Faciliter la pleine participation des femmes au secteur agricole

Cette année, le CECI-Sénégal a réalisé de grandes campagnes de sensibilisation médiatique dans les régions de Sédhiou, Kolda et Tambacounda, afin de sensibiliser la population et les autorités locales aux difficultés rencontrées par les femmes et les jeunes dans le secteur agricole. Depuis, certaines autorités locales ont pris des engagements concrets pour rendre l'accès à la terre plus équitable. Des champsécoles paysans ont été mis sur pied au sein des filières banane et maraîchère pour permettre aux producteurs-trices d'apprendre de nouvelles pratiques agricoles écologiques, durables et résilientes. Mais ceux-ci sont également des espaces d'apprentissage sur les droits humains, les droits des femmes, les violences basées sur le genre et les masculinités positives, qui permettent à chacun-e de trouver sa place et de renforcer son estime de soi. Par ailleurs, nous accompagnons en ce moment nos partenaires agricoles locaux dans l'élaboration de stratégies et d'outils prenant à la fois en compte les meilleures

pratiques environnementales, et les besoins et contraintes des femmes, afin de proposer des activités et des services qui soient inclusifs, durables et résilients aux changements climatiques.

« Les bonnes pratiques apprises lors des champs-écoles paysans contribuent considérablement à l'amélioration de nos revenus. Notre production de gombo a déjà beaucoup augmenté après seulement quelques mois d'activités. Les revenus que nous commençons à en tirer nous permettent de couvrir une grande partie de nos besoins alimentaires et financiers. Cela nous permet de croire que, grâce à nos apprentissages, nous pourrons bientôt couvrir la totalité de nos besoins, qu'ils soient nutritionnels, sanitaires ou financiers. De plus, les activités des champs-écoles paysans ont déjà contribué à renforcer le lien social entre les participant-e-s. »

KHADY NDIAYE,

RESPONSABLE DES CHAMPS-ÉCOLES PAYSANS À SOUTOURA

25 875

PERSONNES ONT ÉTÉ
SENSIBILISÉES AUX INÉGALITÉS
D'ACCÈS À LA TERRE ET AUX
OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES
ENTRE LES GENRES ET ENTRE LES
GÉNÉRATIONS

500

PRODUCTEURS-TRICES, DONT 72 % DE FEMMES, ONT PARTICIPÉ AUX CHAMPS-ÉCOLES PAYSANS ET RENFORCÉ LEURS COMPÉTENCES TECHNIQUES ET 24

HECTARES DE TERRES ONT ÉTÉ MIS À DISPOSITION DE 4 GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE ET LEURS 250 MEMBRES, DONT 89 % DE FEMMES

LE PROJET FEMMES ET AGRICULTURE RESILIENTES AU SENÉGAL (FAR) EST MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC SOCODEV IET AVEC LA COLLABORATION D'OURANOS. IL BÉNÉFICIE DE L'APPUH INANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.





1029

AGRICULTEURS-TRICES (DONT 41 % DE FEMMES) ONT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAMPS-ÉCOLES PAYSANS ET DE TRAVAUX DE RÉGÉNÉRATION DE PARCELLES

LES FEMMES OCCUPENT

50 %
DES POSTES DE PRÉSIDENTES,
SECRÉTAIRES ET

73%

DES POSTES DE TRÉSORIÈRES DES CHAMPS-ÉCOLES PAYSANS 600

FEMMES ONT REÇU DES INFORMATIONS ET DU MATÉRIEL SANITAIRES AFIN DE SE PROTÉGER ET DE PROTÉGER LEUR FAMILLE CONTRE LA COVID-19

LE PROJET D'ADAPTATION
CLIMATIQUE ET VALORISATION
ÉCONOMIQUE DES FILIÈRES
AGRICOLES EN HAÎTI (AVETI) EST
MIS EN ŒUVRE PAR L'ALLIANCE
AGRICOLE INTERNATIONALE ET
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
DESJARDINS. IL BÉNÉFICIE
DE L'APPUI FINANCIER DU
GOUVERNEMENT DU CANADA,
PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES
MONDIALES CANADA.

Haïti

Soutenir la contribution des femmes au bien-être en milieu rural

En dépit du contexte sociopolitique difficile et de l'éclosion de la COVID-19, le CECI-Haïti a pu poursuivre son travail visant à soutenir les personnes vulnérables, dont les femmes, dans le département rural de la Grand'Anse. Un plan d'adaptation au contexte pandémique a été adopté afin d'en réduire les effets sanitaires et socio-économiques, notamment en matière d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, des champs-écoles paysans ont été mis en place pour permettre aux producteurs-trices de s'approprier de nouvelles pratiques agricoles, plus résilientes aux changements climatiques, dans un milieu propice à la collaboration entre pairs. Grâce à la réalisation de campagnes de sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le secteur agricole, plusieurs femmes et jeunes ont désormais investi des postes à responsabilités au sein des champs-écoles paysans, ce qui leur donne l'occasion de devenir des paysan-ne-s-relais auprès des producteurs-trices de leurs communautés et des communautés avoisinantes.

« Autrefois, je ne savais pas cultiver un potager. C'est mon mari qui s'en occupait. Toute la famille dépendait de ce qu'il ramenait à la maison. Grâce à ce projet, j'ai pu participer aux champs-écoles paysans pour apprendre à cultiver en utilisant des méthodes qui nous assurent d'avoir de bonnes récoltes. Maintenant, je cultive le gombo. Et grâce à la vente de mes récoltes, j'ai pu acheter des uniformes d'école pour mes enfants. En tant que femme, je me sens plus à l'aise dans mon foyer parce que je peux ramener de l'argent. Si mon mari et moi avons chacun des revenus, nous pouvons améliorer nos conditions de vie. »

JUNIA ST-LOUIS, MEMBRE DU CHAMP-ÉCOLE PAYSAN KALEM

Bolivie

Mobiliser les femmes autochtones contre la déforestation de l'Amazonie

Les conséquences socio-économiques liées à la COVID-19 ont été particulièrement dramatiques pour les jeunes autochtones originaires de l'Amazonie bolivienne. Nombre de ceux et celles qui avaient quitté leur communauté d'origine en quête d'un avenir meilleur n'ont eu d'autre choix que de retourner s'y installer, faute de pouvoir trouver ou garder un emploi. Dans ces communautés, certaines activités humaines incontrôlées (abattage et brûlage des forêts pour l'agriculture, exploitation minière) affectent déjà considérablement la vie des peuples autochtones, dont la voix a historiquement été réduite au silence. En collaboration avec la Plataforma Boliviana Frente al Cambio Climático (PBCC), un réseau d'organisations œuvrant pour la justice climatique, le CECI-Bolivie a mis en place un projet permettant aux jeunes autochtones, en particulier aux jeunes femmes, de s'engager dans la lutte contre les changements climatiques. Nous leur avons permis de renforcer leurs capacités de plaidoyer contre les activités extractives qui dévastent l'Amazonie, ainsi que leur participation à des organisations communautaires existantes et à d'autres espaces décisionnels aux niveaux national ou régional.

150

FEMMES AUTOCHTONES ONT PARTAGÉ LEURS EXPÉRIENCES SUR LE RÔLE DES FEMMES EN TANT QUE GARDIENNES DE LA FORÊT AMAZONIENNE

150

ONT AMÉLIORÉ LEURS
CONNAISSANCES
DES INSTRUMENTS
INTERNATIONAUX RELATIFS AUX
VIOLATIONS DES DROITS DES
PEUPLES AUTOCHTONES

100

JEUNES FEMMES ET HOMMES AUTOCHTONES ONT RÉALISÉ DES PLANS D'ACTION POUR RÉDUIRE L'IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LEURS COMMUNAUTÉS

CETTE INITIATIVE A ÉTÉ RÉALISÉE
DANS LE CADRE DU PROGRAMME
DE COOPÉRATION VOLONTAIME
DU CECI, QUI BÉNÉFICIE
DE L'APPUI FINANCIER DU
GOUVERNEMENT DU CANADA,
PAR L'ENTREMISE D'AFAIRES
MONDIALES CANADA.



« Les jeunes ont été oubliés pendant longtemps. Il est maintenant temps que nous montrions que nous sommes suffisamment capables et responsables pour occuper des responsabilités. C'est pourquoi nous travaillons pour obtenir notre statut juridique qui nous permettra de revendiquer nos droits et d'être pris en compte. »

LUISA IVANA TABO.

AUTOCHTONE CABINEÑA,
PRÉSIDENTE DE L'ORGANISATION DES JEUNES AUTOCHTONES
DU DÉPARTEMENT DE PANDO

RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AUX CONTEXTES FRAGILES ET AUX CRISES PROLONGÉES



Mali

Renforcer la résilience des communautés vulnérables face à la crise prolongée

Dans les régions de Mopti et Tombouctou, situées au centre au nord du pays, le CECI-Mali a poursuivi son soutien à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau pour les personnes vulnérables et affectées par la crise politique, sécuritaire et humanitaire. Cette année, 3 750 participant-e-s ont reçu des intrants leur permettant de mener à bien des activités agricoles sans avoir à s'endetter. De plus, grâce aux travaux réalisés sur les canaux d'irrigation principaux, tous les agriculteurs-trices ont pu approvisionner leurs parcelles en eau et diminuer leur consommation de carburant, ce qui leur permet d'économiser de précieuses ressources. Les riziculteurs-trices ont ainsi atteint dix mois d'autosuffisance alimentaire. Les agricultrices travaillant dans les jardins maraîchers ont pu planter une variété de semences pour satisfaire leurs besoins nutritionnels. Auparavant, de nombreuses femmes des villages devaient travailler comme femmes de ménage dans les grandes villes durant la période de soudure pour soutenir financièrement leurs familles, mais grâce au soutien reçu, cela n'a pas été nécessaire cette année.

9,6 km

E CANAUX D'IRRIGATION ON ÉTÉ RÉHABILITÉS

1250

PERSONNES (DONT 375 FEMMES ET 500 PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES) ONT PARTICIPÉ À LA RÉALISATION DE CES TRAVAUX

2030

PERSONNES ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

3120

MÉNAGES (DONT 2 496 FEMMES ET 1560 PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES) ONT ÉTÉ FORMÉS AUX PRATIQUES D'HYGIÈNE PERMETTANT D'EMPÉCHER LA PROPAGATION DES MALADIES

LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE PAR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, L'ASSAINISSEMENT DE L'EAU ET LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES EST FINANCÉ PAR LE BUREAU FOR HUMANITARIAN ASSISTANCE DE USAID.

7983

FOYERS, DONT 90 % DIRIGÉS PAR DES FEMMES, ONT REÇU UN APPUI EN ARGENT POUR SUBVENIR À LEURS BESOINS ALIMENTAIRES

100

FEMMES ISSUES DE CES FOYERS ONT ACCRU LEUR CAPACITÉ À LUTTER CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE GRÂCE À LEUR PARTICIPATION À DES FORMATIONS

120

FEMMES ISSUES DE CES FOYERS SONT ACCOMPAGNÉES DANS LA MISE EN PLACE D'UNE MUTUELLE DE SOLIDARITÉ, OUTIL D'ÉPARGNE ET DE FINANCEMENT COLLECTIF

LE PROJET D'AIDE ALIMENTAIRE
POUR LES MÉNAGES LES PLUS
AFFECTÉS PAR L'INSÉCURITÉ
ALIMENTAIRE DANS LE
DÉPARTEMENT DU NORD
BÉNÉFICIE DE L'APPUI FINANCIER
DU PROGRAMME ALIMENTAIRE
MONDIAL DES NATIONS UNIES.

Haïti

Engager les communautés pour prioriser l'aide alimentaire d'urgence

La hausse des prix, les troubles socio-économiques et la baisse de la production agricole ont entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire en Haïti en 2019. 42 % de la population, soit environ 4,9 millions de personnes, avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence. En réponse à cette situation, dans les départements du Nord, du Nord-est et du Sud, le CECI-Haïti a poursuivi son action urgente de soutien à la sécurité alimentaire pour les familles les plus vulnérables. Afin d'identifier les familles prioritaires, le CECI a choisi de faire appel à des comités citoyens locaux créés par les communautés elles-mêmes. Ceux-ci se sont basés sur des critères consensuels, donnant priorité aux familles monoparentales dirigées par des mères, comprenant des personnes en situation de handicap ou des enfants souffrant de malnutrition. Cette approche innovante a également permis de renforcer la capacité des communautés à mieux identifier les personnes les plus vulnérables dans les situations d'urgence. Afin de renforcer davantage la résilience des femmes participantes, le CECI-Haïti les a encouragées à se structurer en mutuelle de solidarité pour faciliter la conduite de petites activités génératrices de revenus. Nous leur avons également offert des formations leur permettant d'acquérir des compétences de gestion simples et pratiques.



« Mon idée d'entreprise était un service de restauration rapide, mais je ne possédais pas assez de capital pour la concrétiser. Grâce à ce projet, j'ai pu participer à des activités de formation et soumettre mon idée à une évaluation. Mon idée d'entreprise a été sélectionnée et j'ai pu avoir accès à un capital de démarrage pour acheter mon chariot, qui comprend une plaque de cuisson, une friteuse, une vitrine, une bouteille de gaz. Maintenant, je peux vendre des produits comme des empanadas, par exemple. Je me suis très bien débrouillée. Ma vie a changé à 100 %. Je suis maintenant indépendante. »

ERIKA CORTEZ SÁNCHEZ, ENTREPRENEURE ET PARTICIPANTE AU PROJET

Colombie

Soutenir l'entrepreneuriat comme tremplin pour les femmes déplacées

Afin de réduire la vulnérabilité économique et sociale des femmes migrantes vénézuéliennes et des femmes colombiennes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le CECI a attribué des capitaux de démarrage permettant de soutenir le développement de petites entreprises gérées par des femmes déplacées dans la région de Bogotá-Soacha. Un appui technique leur a également été fourni afin de consolider leur plan d'affaires et d'améliorer la rentabilité de leur entreprise. De plus, des occasions de commercialisation et de mise en réseau leur ont été offertes pour leur permettre d'accroître la portée de leurs activités, favorisant ainsi une commercialisation durable. En vue de prévenir et de lutter contre l'exploitation sexuelle et les violences basées sur le genre, les entrepreneures ayant bénéficié de capitaux de démarrage, ainsi que des membres de leur famille et de leur communauté ont participé à des séances d'information et de sensibilisation qui offrent des outils pour lutter contre ces fléaux récurrents lors des migrations internationales ou nationales et des réinstallations. Un accent particulier a été mis sur l'engagement des hommes et des garçons en tant qu'alliés essentiels pour prévenir ces violences et favoriser la prise en charge des survivantes.



JEUNES FEMMES ONT REÇU UN CAPITAL DE DÉMARRAGE POUR DÉVELOPPER UN PROJET D'ENTREPRISE

FEMMES ONT ÉTÉ FORMÉES À
LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE
SEXISTE, L'EXPLOITATION
SEXUELLE ET LA TRAITE DES
ÉTRES HUMAINS, AINSI
QU'À L'UTILISATION DE
MÉCANISMES DE PRÉVENTION
ET DE GESTION DES CONFLITS

CE PROJET EST MIS EN ŒUVRE EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION MENNONITE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COLOMBIE (MENCOLDES).

13714

MÉNAGES ONT REÇU DES MESSAGES DE SENSIBILISATION AUX GESTES BARRIÈRES CONTRE LA COVID-19 ET À L'IMPORTANCE DE MAINTENIR LES FILLES ET LES

1175

FILLES ET ADOLESCENTES ONT REÇU DU MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE, NOTAMMENT DES CAHIERS D'EXERCICES POUR L'APPRENTISSAGE À DISTANCE

21

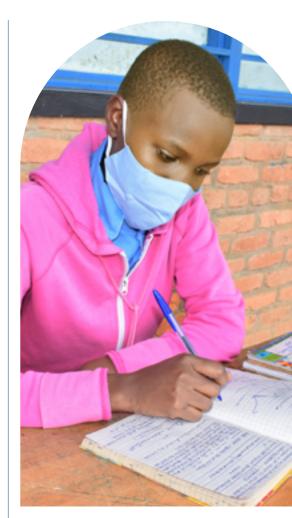
ÉCOLES ONT ÉTÉ DOTÉES DE MATÉRIEL ET D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION CONTRE LA COVID-19 ET LE PERSONNEL A ÉTÉ FORMÉ AUX MESURES DE PROTECTION EN VUE DES RÉOUVERTURES

LE PROJET D'ÉDUCATION DES FILLES POUR UN AVENIR MEILLEUR DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS (EDUFAM) EST MIS EN ŒUYRE EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE ET BÉNÉFICIE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.

Burundi, République Démocratique du Congo et Rwanda

Permettre aux filles de poursuivre leur scolarité en sécurité

Considérant les répercussions que la COVID-19 a eu dans ces trois pays, des mesures spécifiques ont été prises par le CECI pour réduire les risques élevés de violences et d'exploitation qui pèsent sur les filles et les adolescentes, tout en s'assurant qu'elles puissent poursuivre et réussir leur scolarité. Ainsi, le CECI a soutenu la diffusion des messages sanitaires émis par les gouvernements concernant la COVID-19, en particulier ceux portant sur l'importance des gestes barrières et la scolarisation continue des filles et des adolescentes. La distribution de radios à énergie solaire et de matériel pédagogique a permis à plusieurs milliers de filles et d'adolescentes de poursuivre leur apprentissage à distance. Cette année a aussi été marquée par la signature de « contrats sociaux » afin d'instaurer des mécanismes de règlement des différends dans des communautés meurtries par des années de conflits. Ces documents présentent les obstacles qui nuisent à la scolarisation des filles, les engagements pris par les acteurs clés de la communauté (leaders politiques et religieux, membres des structures de gestion scolaire), pour réduire voire éliminer ces barrières sociales et structurelles



Photo

Maison Shalom International

LA COOPÉRATION VOLONTAIRE COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT

Le CECI est fort de 40 ans d'expérience en gestion de programmes de coopération volontaire. Basés sur le renforcement mutuel d'organisations et de réseaux, les programmes de volontariat du CECI mettent en commun les expertises et les savoir-faire afin d'agir plus efficacement contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. En partageant leurs compétences et leurs expertises, et en travaillant en étroite collaboration avec des partenaires locaux, les volontaires du CECI contribuent à renforcer le pouvoir économique des femmes et des jeunes femmes, ainsi que l'adaptation des communautés face aux changements climatiques.

Dans l'ensemble de notre programmation

92 MANDATS

ont ainsi été réalisés en 2020-2021 dont

18 MANDATS ACADÉMIQUES

(à distance) avec

45 PARTENAIRES

partenaires au Bénin, en Bolivie, au Burkina Faso, au Guatemala, en Guinée, en Haïti, au Népal, au Rwanda et au Sénégal.

Ces mandats ont été réalisés par

80 PERSONNES VOLONTAIRES,

don

53 FEMMES ET 27 HOMMES

46 INITIATIVES

ont été financées par l'entremise des fonds d'innovation du programme de coopération volontaire, pour un montant total de plus de 436 000 \$ CAD



L'année 2020 a été l'année de lancement du nouveau programme de coopération volontaire du CECI, un programme ambitieux d'une durée de sept ans, réalisé avec l'appui financier d'Affaires mondiales Canada, qui vise à renforcer la place des femmes et des jeunes femmes comme initiatrices et actrices de changement pour un développement durable et inclusif. Mais la pandémie de COVID-19 a forcé le CECI à faire preuve d'une grande flexibilité, dans un contexte où les restrictions sanitaires ont limité la mobilité des personnes, y compris des volontaires. Cette crise multidimensionnelle a aussi fortement affecté les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles, rendant le soutien à nos partenaires locaux d'autant plus essentiel. C'est ainsi que de nouveaux modes opératoires ont été mis en place : des formules de volontariat national, sud-sud et à distance ont été introduites et nous avons procédé au recrutement de personnes détenant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent qui étaient déjà installées dans nos pays de mise en œuvre, afin de combler les mandats jugés essentiels par nos partenaires. Les équipes du CECI et leurs partenaires ont également rapidement adopté des approches de coopération et de formation virtuelles afin de permettre aux volontaires d'être adéquatement préparé-e-s et outillé-e-s pour mener à bien leur mandat.



Avec l'appui des volontaires et des fonds d'innovation :

- Au Bénin, où les droits des femmes ne sont que peu reconnus, des leaders religieux et traditionnels ont participé à une toute première formation sur les masculinités positives, qui s'inscrit dans une série d'actions visant à influencer les normes sociales discriminatoires envers les femmes.
- En Haïti, une application mobile visant à apporter un soutien direct et rapide aux femmes et aux jeunes filles victimes de violence a été lancée, permettant d'avoir accès dans un seul espace à de l'information et à de l'aide psychologique.
- Au Guatemala, une formation, dispensée à partir d'une plateforme virtuelle, fournit des cours théoriques et pratiques à de jeunes leaders et agent-e-s de changement, afin d'accroître leur impact positif sur la société et d'encourager le leadership communautaire.
- En Bolivie, des femmes chefs d'entreprise ont obtenu la certification du parc national de Torotoro en tant que première destination touristique « bio sécurisée » du pays. Une idée originale qui a permis de renforcer leur crédibilité en tant qu'actrices clés de ce secteur économique et de faciliter la réouverture du parc aux touristes.
- Au Sénégal, dans une banlieue de Dakar, des femmes et des jeunes ont été initié-e-s aux techniques de récupération, de tri et de valorisation de déchets réutilisables, ainsi qu'à l'aménagement d'espaces publics avec des objets récupérés et recyclés. Des emplois « verts » ont ainsi été créés.
- Au Burkina Faso, des organisations de femmes œuvrant à la transformation de produits agricoles ont été formées et accompagnées pour utiliser le biochar (charbon issu de déchets organiques) dans le traitement des eaux usées.
- Au Népal, une nouvelle approche de jumelage entre partenaires a été expérimentée, permettant de mettre à profit et de partager l'expertise d'un partenaire en matière de durabilité environnementale et de résilience aux changements climatiques, auprès de trois autres partenaires locaux, dont des organisations de femmes.

LE PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE 2020-2027 DU CECI, EN QUELQUES OBJECTIFS CLÉS:

10 pays

BÉNIN, BURKINA FASO, CÔTE D'IVOIRE, SÉNÉGAL, RWANDA, BOLIVIE, HAÏTI, GUATEMALA, MYANMAR ET NÉPAL 2 millions

DE PERSONNES
DES PAYS DU SUD VERRONT
LEURS CONDITIONS DE VIE
S'AMÉLIORER, DONT 75 % DE
FEMMES ET DE JEUNES FEMMES,
GRÂCE AUX ACTIONS DE PLUS DE
100 PARTENAIRES LOCAUX

1300

MANDATS DE VOLONTAIRES DANS DIVERS SECTEURS 2 millions

DE CANADIENNES ET CANADIENS SENSIBILISÉ-E-S AUX ENJEUX MONDIAUX D'ÉGALITÉ DES GENRES 15 000

CANADIENNES ET CANADIEN MOBILISÉ-E-S DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL 40

PARTENAIRES CANADIENS MOBILISÉS DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

17 ARTICLES

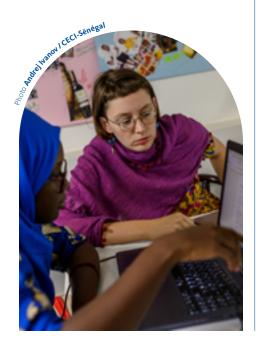
ont été publiés sur le Blogue des volontaires.

5 ÉVÉNEMENTS VIRTUELS

de partage de connaissances ont été organisés.

1ENQUÊTE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

a été menée auprès du grand public, afin d'évaluer les intérêts de différents groupes cibles pour divers thèmes et activités d'éducation à la citoyenneté mondiale.



Au Canada, le CECI a mobilisé l'ensemble de ses volontaires pour sensibiliser le public canadien aux enjeux du développement international, à travers des initiatives 100 % virtuelles. Des produits de communication et de sensibilisation ont ainsi été partagés sur le Web, sur les réseaux sociaux et par les médias de masse, et des événements virtuels ont été organisés. Cette année, les efforts combinés des équipes, des volontaires et des partenaires ont permis de sensibiliser à près de 40 millions d'occasions les Canadiennes et les Canadiens aux enjeux mondiaux liés à l'égalité des genres, aux droits des femmes, à l'environnement et aux changements climatiques!

Enfin, soulignons la contribution de nos partenaires canadiens dans l'atteinte de ces résultats :

- Equitas, qui contribue au renforcement de notre approche basée sur les droits humains et sur l'appropriation des notions de diversité et inclusion au sein de nos programmes;
- Ouranos (Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques), qui contribue au développement de modules de formation en ligne sur la thématique des femmes et la résilience aux changements climatiques;
- L'Université d'Ottawa, l'Université Laval et l'Université de Waterloo, qui offrent à leurs étudiant-e-s l'occasion de réaliser des mandats professionnels, tout en vivant une expérience interculturelle enrichissante;
- L'UQAM, par le biais de l'Institut des études internationales de Montréal (IEIM) et de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire (OCCAH), qui mobilise des chercheur-e-s canadien-ne-s pour mieux comprendre les modalités de livraison de l'aide, en particulier celles du programme de volontariat international;
- Le Carrefour de solidarité internationale, le Centre international de solidarité du Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Comité de solidarité de Trois-Rivières, qui contribuent à la programmation d'activités d'engagement du public dans diverses régions du Québec;
- Festival international de cinéma Vues d'Afrique, qui contribue à la sensibilisation, à l'apprentissage et à la mobilisation du public à travers le médium du cinéma documentaire ou de fiction



« Mon expérience en tant que volontaire est avant tout un engagement et un défi personnel. Je veux contribuer à ma manière à la lutte contre la pauvreté dans mon pays d'origine, surtout au niveau des femmes. Pour ma part, cela doit être aussi un partage des bonnes pratiques issues de mon parcours professionnel au Canada, mon pays d'adoption. »

YVES BADARA DIOP,

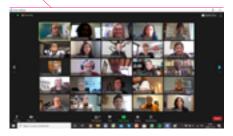
CONSEILLER EN GESTION COMMERCIALE, SÉNÉGAL

« Grâce à ce projet, je sens que je contribue, à mon niveau, à la lutte contre les changements climatiques. Je peux mettre mes compétences professionnelles au profit de deux causes qui me sont chères : la résilience économique des femmes et la lutte aux changements climatiques. Je me sens à ma place! »

EMMANUELLE PARENT,

CONSEILLÈRE EN SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE, BURKINA FASO

LES ACTIONS DU CECI AU CANADA



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

C'est sous le signe du changement et du renouveau que s'est tenue la 62° assemblée générale annuelle du CECI, le 12 novembre 2020. Plus de 110 participant-e-s provenant de tous les pays d'action du CECI ont pu se rassembler pour cette toute première assemblée virtuelle de notre histoire. L'événement a été l'occasion de saluer la résilience de nos équipes sur les trois continents, qui ont su s'adapter rapidement au contexte difficile lié à la COVID-19. L'assemblée générale a également adopté à l'unanimité les modifications apportées aux statuts du CECI, qui permettent d'aligner la transformation de notre organisation sur notre vision d'un CECI international et plus localisé. Le conseil d'administration du CECI a également été renouvelé, avec cinq nouveaux membres élu-e-s.

LA CORPORATION DU CECI:

83 MEMBRES DE LA CORPORATION, DONT **16** MEMBRES ASSOCIATIFS



ACTIVITÉS-BÉNÉFICE DU CLUB DES AMBASSA-DRICES

L'événement-bénéfice annuel du Club des ambassadrices, en soutien aux femmes du Bénin, a été converti en deux initiatives tout à fait inédites! Un nouveau partenariat a été noué avec CozFabrik, une entreprise montréalaise née de l'initiative de deux jeunes femmes, socialement engagées, passionnées de beaux objets, originaux, pratiques et écoresponsables. À l'été 2020, des sacs et des masques aux tissus d'inspiration africaine ont ainsi été mis en vente et 50 % des profits ont été remis au CECI. Puis, cinq photographes solidaires ont offert des séances photos originales au courant du printemps 2021, dont les bénéfices ont été reversés au CECI. Ces deux initiatives ont permis d'amasser 8 380 \$ au profit des femmes productrices et étuveuses de riz du Bénin.

CLUB DES AMBASSADRICES DU CECI:

51 MEMBRES



23 280 906

impressions de la campagne #CEClestmongenre 30

mentions dans les médias canadiens, pour une portée totale de plus de **15 millions** de personnes 76 693
visiteurs uniques
sur le site CECI.CA

visiteurs uniques sur le site CEClestmongenre.ca visiteurs uniques sur le site blogue-volontaires.ca



9° DÉFI CARITATIF ET SPORTIF

À l'été 2020, le CECI a rassemblé **5 équipes** et un total de **75 athlètes**, portant fièrement nos couleurs, sur la ligne virtuelle de départ de notre défi caritatif et sportif! Au total, plus de **70 000 \$** ont été amassés pour soutenir nos projets en appui aux populations vulnérables, particulièrement affectées en cette période de pandémie, au Mali, en Haïti, au Népal, au Bénin et dans la région des Grands Lacs africains. Nous félicitons tous nos coureurs et coureuses pour ce bel effort sportif et de collecte de fonds! Cela a été tout un défi, relevé avec brio, enthousiasme et solidarité!



#CECIESTMONGENRE

La campagne #CEClestmongenre, diffusée massivement entre les mois de janvier et mars 2021 à la télévision et sur le Web, a permis de rejoindre 2,3 millions de personnes adultes au Québec, grâce aux messages portés par nos ambassadrices Anne-Marie Cadieux et Chantal Lamarre, et nos ambassadeurs Kim Nguyen et Stanley Péan. Ces messages visaient à sensibiliser le grand public aux inégalités de genre et dirigeaient vers le site CEClestmongenre.ca, permettant de découvrir des façons de s'engager concrètement et de rejoindre une communauté de personnes solidaires. En parallèle à la diffusion de la campagne, une série de discussions en ligne a été organisée, en collaboration avec le Festival international de cinéma Vues d'Afrique. Ces discussions ont permis d'aller plus loin dans l'échange, la réflexion et l'invitation à l'engagement, sur les thèmes suivants : « Lutter contre les violences faites aux femmes », « S'engager pour l'égalité en tant que volontaire », « Renforcer le pouvoir économique des femmes » et « Favoriser l'autonomisation des femmes par le biais de l'éducation ».

LA CAMPAGNE #CECIESTMONGENRE S'INSCRIVAIT DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT DU PUBLIC DU PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE DU CECI, AVEC L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.

\rightarrow

SUIVEZ LES ACTIONS DU CECI!



16 033 abonné-e-s à



12 884 abonné-e-s



15 367 abonné-e-s



1322 abonné-e-s



4782



2430 abonné-e-

INFORMATIONS FINANCIÈRES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

PRODUITS	2020	2021
Affaires mondiales Canada – partenariat	7 788 333	4 763 716
Affaires mondiales Canada – bilatéraux et autres	11 580 104	15 512 686
Autres bailleurs de fonds	13 601 650	13 360 644
Dons	774 592	551 854
	33 744 679	34 188 900
AUTRES		
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	4 188 052	2 279 805
Autres produits	492 826	483 315
	38 425 557	36 952 020
CHARGES		
Programmes	30 582 776	31 134 455
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	4 188 052	2 279 805
Développement des programmes	468 076	266 368
Administration	2 379 470	2 449 193
Collecte de fonds	377 837	318 851
Intérêts sur la dette à long terme	58 962	88 632
Amortissement des immobilisations corporelles	280 432	266 298
Amortissement des actifs incorporels	67 935	93 540
	38 403 540	36 897 142
EXCÉDENTS DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	22 017	54 878

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

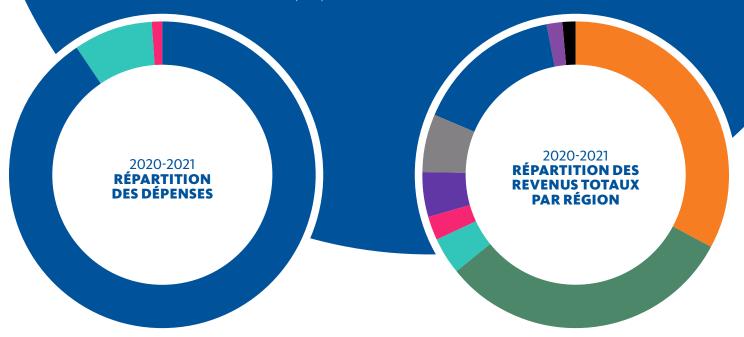
ACTIF	2020	2021
Courant	14 184 383	14 081 097
Immobilisations	6 253 802	6 114 400
Autres actifs	928 812	772 336
	21366 997	20 967 833
PASSIF		
Court terme	12 432 470	11 315 739
Long terme	1 370 616	2 086 241
Actif net	7 563 911	7 565 853
	21366 997	20 967 833

→ Merci aux
1527 donatrices
et donateurs et
aux communautés
religieuses qui nous
ont appuyé-e-s cette
année. Leurs généreuses
contributions nous
permettent de
poursuivre notre mission
de lutte contre la
pauvreté, l'exclusion et
les inégalités!

Le CECI tient aussi à exprimer sa reconnaissance à ses partenaires financiers canadiens et internationaux :

- Ambassade d'Allemagne en Bolivie
- Affaires mondiales Canada (AMC)
- Affaires étrangères et commerce Australie (DFAT)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque Mondiale (BM)
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Compagnie des bauxites de Guinée (CBG)
- Fondation internationale Roncalli (FIR)
- Fonds canadien d'initiatives locales
- Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix
- Millenium Challenge Corporation
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (Haïti)

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MELCC)
- Ministère des Finances, Fonds d'assistance économique et sociale (Haïti)
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF)
- Ministère des Travaux publics et du Transport (Haïti)
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)
- USAID (Agence de développement international des États-Unis) - Bureau for Humanitarian Assistance (BHA)



Programmes

90,5% 34 770 828 \$

10/

1%

Administration

8,5% 3 254 875 \$

Collecte de fonds

377 837 \$

Afrique 32,8 % 12 129 315 \$

Haïti **31,4 %**

1,4% 11 614 481 \$

Asie

4,1% 1 499 198 \$

Amériques

2,5% 905 832 \$

Aide humanitaire

4,7% 1747 425\$

Services rendus par des volontaires

6,2% 2 279 805 \$

Programme de coopération volontaire

15,5% 5 722 619 \$

Collecte de fonds

1,5 % 551 854 \$

Revenus de loyer et autres

1,4% 501 491 \$

Afrique

BÉNIN

LIONEL CONSTANT DOLIVEIRA Coordinateur CECI-Bénin lioneld@ceci.ca (+229) 96.461.714 cecibenin

BURKINA FASO

NATHALIE NIKIÈMA Directrice CECI-Burkina Faso nathalie.nikiema@ceci.ca (+226) 25.35.59.85 ceciburkina

GUINÉE

RACHEL GOMEZ CAMARA Directrice CECI-Guinée rachelgomezc@ceci.ca (+224) 666.86.40.96 / 622.85.65.65 CECI-Guinée

MAIMOUNA DIONCOUNDA DEMBÉLÉ Directrice CECI-Mali maimounad@ceci.ca (+223) 20.29.48.44 (f) ceciaumali

RWANDA

OLIVE INGABIRE ZIMULINDA Représentante CECI-Rwanda olive.ingabire@ceci.ca (+250) 788 650 825

cecirwanda

SÉNÉGAL

MOUHAMADOU LEYE Directeur CECI-Sénégal mouhamadoul@ceci.ca (+221) 33.825.64.14

cecisenegal

Amériques

MARCELA VALLEJOS Directrice CECI-Bolivie marcelav@ceci.ca (+591) 2.2917162 / 2.2775458

SILVIA COTTON Directrice CECI-Guatemala silviac@ceci.ca (+502) 2362.4029 / 2362.4032 ceciguatemala

HAÏTI GUYPSY MICHEL Directeur CECI-Haïti guypsym@ceci.ca (+509) 3481.9715 G CECI-Haiti

Asie

NÉPAL

SITARAM BHATTA Directeur CECI-Népal SitaramB@ceci.ca (+977) 14.41.44.30 **⊕** CEClinNepal







3000, RUE OMER-LAVALLÉE MONTRÉAL (QUÉBEC) H1Y 3R8 CANADA (+1) 514.875.9911 TÉLEC.: (+1) 514.875.6469 info@ceci.ca







